
Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010

Communiqué de presse

Économie mondiale, le verdict des Nations Unies : rétablissement en 2010, mais risque durable de retombée dans la récession

Problèmes immédiats : éviter la fin prématurée des mesures de relance et la chute du dollar

New York, 2 décembre – Après le fort ralentissement synchronisé qu'elle vient de connaître, l'économie mondiale selon les Nations Unies se rétablira en affichant une croissance modérée de 2,4 % en 2010. Ce rétablissement est dû à la politique d'interventions massives et parfois concertées prises dans les grandes économies qui a efficacement mis un coup d'arrêt à l'érosion de la confiance à travers le monde. La tendance à la réduction de la production industrielle qui a caractérisé les premières phases de la récession est désormais inversée, mais la reprise reste fragile et les entreprises ont surtout commencé à reconstituer leurs stocks plutôt que de relancer une production non soutenue par une hausse de la consommation et des investissements.

Dans la présentation organisée aujourd'hui de son rapport annuel (à paraître) *Situation et perspectives de l'économie mondiale, 2010*, les Nations Unies notent qu'un nombre de plus en plus important d'économies a renoué avec la croissance au deuxième trimestre de 2009 et que cette tendance au rétablissement s'est poursuivie au cours du troisième trimestre.

« Néanmoins, étant donné le fort ralentissement du début de l'année, on estime que le Produit mondial brut (PMB) aura baissé de 2,2 % au cours de l'année 2009. Si l'on prend comme hypothèse qu'une politique de soutien continuera à être appliquée à travers le monde, on peut prévoir comme scénario de référence une hausse modérée de 2,4 %, ce qui placerait le niveau de l'activité économique mondiale à 7 points de pourcentage en-dessous de ce qu'elle aurait pu atteindre si la croissance d'avant la crise s'était poursuivie, » affirme le rapport.

Le rapport explique que depuis le deuxième trimestre 2009 la situation économique mondiale s'améliore, les bourses des valeurs ont rebondi à travers le monde et les primes de risque imposées sur les prêts ont baissé. Les échanges internationaux et la production industrielle ont aussi connu un rétablissement notable et un nombre grandissant de pays ont enregistré une croissance trimestrielle positive de leur Produit intérieur brut (PIB).

« La reprise économique est due pour une large part aux effets de la politique de stimulation qui a injecté depuis fin 2008 des liquidités massives dans l'économie mondiale. C'est un retournement de tendance

important après la descente en chute libre qu'avaient connu le commerce international, la production industrielle, le prix des actifs et le montant des crédits disponibles, et qui menaçait début 2009 de plonger l'économie mondiale dans le gouffre d'une nouvelle grande dépression. La reprise est inégale et les conditions qui favorisent la poursuite de la croissance restent fragiles, » avertit cependant le rapport.

**Table I.1 Croissance de la production mondiale, 2004-2010
(en pourcentage annuel)**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^a	2010 ^b	Changements par rapport aux prévisions de juin 2009 ^d	
								2009	2010
Production mondiale^c	4.0	3.5	4.0	3.9	1.9	-2.2	2.4	0.4	0.8
dont :									
Économies développées	3.0	2.5	2.8	2.6	0.5	-3.5	1.3	0.4	0.7
Zone Euro	2.2	1.7	3.0	2.7	0.7	-4.1	0.4	-0.4	0.5
Japon	2.7	1.9	2.0	2.3	-0.7	-5.6	0.9	1.5	-0.6
Royaume-Uni	3.0	2.2	2.9	2.6	0.6	-4.5	0.6	-0.8	0.8
États-Unis	3.6	3.1	2.7	2.1	0.4	-2.5	2.1	1.0	1.1
Économies en transition	7.7	6.5	8.0	8.4	5.5	-6.5	1.6	-0.6	0.2
Fédération de Russie	7.2	6.4	7.7	8.1	5.6	-7.0	1.5	-0.2	0.0
Économies en développement	7.3	6.7	7.3	7.6	5.4	1.9	5.3	0.5	1.0
Afrique	6.5	5.9	5.9	6.0	4.9	1.6	4.3	0.7	0.3
Nigeria	10.6	5.4	6.2	7.0	6.0	1.9	5.0	2.4	0.3
Afrique du Sud	4.9	5.0	5.3	5.1	3.1	-2.2	3.1	-0.4	0.0
Asie de l'Est et du Sud	7.8	7.7	8.6	9.3	6.3	4.3	6.4	1.1	0.8
Chine	10.1	10.4	11.6	13.0	9.0	8.1	8.8	0.5	0.6
Inde	8.3	9.3	9.7	9.1	7.3	5.9	6.5	0.9	0.2
Asie occidentale	8.7	6.9	6.1	5.0	4.6	-1.0	3.6	-0.3	0.7
Israël	5.0	5.1	5.2	5.4	4.1	0.1	2.0	1.0	1.2
Turquie	9.4	8.4	6.9	4.5	1.1	-4.9	2.2	-0.4	1.0
Amérique latine et Caraïbes	5.8	4.6	5.5	5.6	4.1	-2.1	3.4	-0.2	1.7
Brésil	5.7	3.2	4.0	5.7	5.2	0.0	4.5	0.6	2.0
Mexique	4.0	3.2	4.8	3.2	1.3	-7.1	3.0	-2.3	1.8
dont :									
Pays les moins avancés	8.2	7.8	7.9	8.5	7.2	3.3	5.3	0.6	0.7
Rappels : Commerce mondial									
Croissance mondiale de la production	11.0	7.8	9.3	6.7	2.9	-12.5	5.4	-1.4	1.8
Avec pondération pour parité du pouvoir d'achat	4.9	4.4	5.0	5.0	3.0	-1.0	3.2	0.0	0.5

Source: UN/DESA

a Estimation partielle.

b Prévisions basées sur le projet LINK, un groupe de recherches international pour la modélisation économétrique, coordonné conjointement par la Cellule de suivi de l'économie mondiale du Secrétariat des Nations Unies et par l'Université de Toronto.

c Calculé en moyenne pondérée de la croissance moyenne du Produit national brut (PNB) des différents pays, pondération basée sur le PNB évalué aux prix et aux taux de change de 2005.

d Voir Situation et perspectives de l'économie mondiale à la mi juin 2009.

Les perspectives de reprise économique mondiale devraient rester assez ternes, les taux de chômage élevés et l'inflation faible.

La difficulté immédiate pour les décideurs est de déterminer jusqu'à quand la politique de relance budgétaire doit se poursuivre. Le rapport de l'ONU recommande que cette politique continue au moins jusqu'à ce que des signes clairs d'une reprise plus robuste se manifestent dans le secteur de l'emploi et celui de la demande du secteur privé.

Les pays en développement, spécialement ceux d'Asie, devraient connaître en 2010 la croissance la plus forte. Le rapport prévoit que la croissance de la production des économies en développement devrait atteindre 5,3 % en 2010, comparée aux 1,9 % de 2009. Cependant, cette croissance économique restera bien inférieure à celle que ces pays avaient connue avant la crise et qui atteignait plus de 7 % par an.

On prévoit que les économies de la Chine et de l'Inde progresseront respectivement de 8,8 et 6,5 %, mais également en dessous de leur potentiel. La Fédération de Russie a pris la tête du renversement de tendance parmi les économies en transition et on s'attend à ce que sa croissance atteigne 1,7 % en 2010 après une forte chute de 7 % en 2009.

Le rapport des Nations Unies prévoit également un retournement de tendance visible dans le monde industrialisé, mais avec une croissance économique pour 2010 qui restera bien au-dessous de son niveau potentiel. L'économie des États-Unis devrait connaître une croissance de 2,1 % en 2010 après son fléchissement de 2009 estimé à 2,5 %. Dans l'Union européenne comme au Japon, la reprise projetée est beaucoup plus faible et leurs PIB ne devraient pas progresser respectivement de plus de 0,6 et 0,9 % en 2010. À ce rythme, les grandes économies développées ne pourront pas donner à court terme une forte impulsion à la croissance mondiale.

Un grand nombre des pays les moins avancés (PMA) devraient connaître dans les années qui viennent des performances économiques beaucoup plus modérées que celles qu'avait apportées la croissance vigoureuse qu'ils connaissaient avant la crise. Par ailleurs, environ 60 pays en développement ont enregistré un déclin leur revenu par habitant en 2009. En 2010, ce nombre devrait tomber à 10, mais simultanément, 21 pays en développement seulement devraient atteindre des taux de croissance de 3 % ou plus, ce qui est parfois considéré comme le chiffre minimum nécessaire pour assurer une réduction substantielle de la pauvreté.

LA RÉPONSE À LA CRISE

Le rapport de l'ONU note que dans le monde entier les gouvernements ont répondu à la crise financière par des mesures de stimulation budgétaires qui se sont montées à 2,6 billions (mille milliards) de dollars pour 2009 et 2010, soit plus de 4 % du PMB, et que, plus spécialement dans les pays développés, 20 billions de dollars d'argent public avaient été mis en réserve pour venir en aide au secteur financier. Ces mesures ont été cruciales pour éviter à l'économie mondiale de plonger dans une nouvelle grande dépression, mais elles pourraient avoir été insuffisantes pour stimuler une reprise vigoureuse. Les perspectives de redémarrage de la demande au niveau mondial restent faibles et d'importantes causes de la fragilité du secteur financier n'ont pas encore été traitées. Par ailleurs, de nombreux pays en développement n'ont pas non plus été capables d'appliquer par eux-mêmes une politique anticyclique. Ces interventions, aussi nécessaire qu'elles aient été, ont cependant eu pour effet de redistribuer les risques du secteur financier vers d'autres secteurs de l'économie et de transférer les dettes encourues du secteur privé au secteur public. Elles ont également provoqué un gonflement substantiel du bilan des banques centrales et une détérioration considérable de la situation budgétaire de nombreux pays à travers le monde.

Le rapport avertit qu'omettre de prendre des mesures qui concernent en particulier deux risques pourrait faire retomber l'économie mondiale dans une nouvelle phase de récession. Le premier risque étant celui d'une « sortie » prématurée de la politique de stimulation conçue pour empêcher de nouvelles difficultés dans le secteur financier. Le deuxième concerne le danger d'une réapparition de l'élargissement des déséquilibres macro-économiques internationaux, spécialement du déficit et de la dette extérieure croissants des États-Unis qui pourraient causer de graves difficultés au dollar américain et une nouvelle vague d'instabilité.

Le rapport analyse ce qui se passerait dans un scénario d'abandon prématuré des mesures de relance budgétaires et conclut qu'il aboutirait à une interruption précoce de la reprise et qu'au lieu de résoudre le problème du niveau élevé de la dette publique, il l'aggraverait en réalité en raison de la poursuite du ralentissement de l'activité économique. Les décideurs font face à un dilemme, car continuer à appliquer

les mesures de relance actuelles mènerait à un nouvel approfondissement des déséquilibres mondiaux, le déficit projeté du compte courant américain passant à 6,4 % du PIB, par comparaison avec 4,1 % en 2009. « Un tel “retour à la normale” permettrait une forte reprise de l'économie mondiale en 2010, mais serait de courte durée, » avertit le rapport. On aboutirait inévitablement à un nouvel affaiblissement du dollar qui serait cependant par lui-même insuffisant pour rééquilibrer l'économie mondiale, une perte de confiance dans le dollar pourrait au contraire provoquer de nouvelles turbulences sur les marchés financiers et les bourses des marchandises.

Le rapport des Nations Unies lance donc un appel à trois « actions de rééquilibrage » afin d'éviter le retour au modèle de croissance non durable qui a mené à la crise mondiale. Premièrement, bien que la poursuite des mesures de stimulation budgétaires soit nécessaire à court terme, il faudra par la suite que la croissance de la demande privée remplace les dépenses de l'État pour consolider la demande globale au niveau mondial. Deuxièmement, la première action de rééquilibrage devrait être réalisée en orientant une plus grande partie de ces mesures de stimulation vers des investissements à long terme destinés à assurer la future croissance de la productivité, plus spécialement pour lancer les investissements innovateurs nécessaires pour faire face au défi des changements climatiques et également pour attirer l'investissement privé dans cette direction. Troisièmement, la demande globale doit être rééquilibrée parmi les différents pays, ce qui implique de la part des pays qui ont un important déficit comme les États-Unis de se tourner vers la demande extérieure (exportations nettes), et pour les pays qui connaissent des surplus importants, spécialement en Asie, vers la demande intérieure. Une partie de cette action de rééquilibrage pourrait également se fonder sur un modèle de croissance durable, les grands pays développés exportant des biens d'équipement et fournissant des crédits aux pays en développement afin de faciliter des investissements à grande échelle dans le développement durable des pays les plus pauvres.

Ces trois actions de rééquilibrage étant étroitement interdépendantes exigeront une coordination étroite. Le rapport des Nations Unies indique que le cadre pour « une croissance vigoureuse, durable et équilibrée » mis en place en septembre 2009 à Pittsburgh par les dirigeants du G20 pourrait être un pas important dans la bonne direction, même si son succès demandera cependant un renforcement des mécanismes de coordination de la politique économique mondiale plus inclusifs et plus légitimes que les arrangements ad-hoc actuels. La réussite dépendra aussi de la poursuite du processus de réforme de l'architecture financière internationale, y compris une réforme du système de réserves monétaires mondial, atténuant ainsi sa dépendance actuelle sur le dollar américain. Sur tous ces points, le rapport des Nations Unies offre des suggestions concrètes.

*Pour organiser des interviews ou pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter
Newton Kanhema au Département de l'information des Nations Unies, 1-212-963-5602, kanhema@un.org*

<http://www.un.org/esa/policy/wess/wesp.html>

SITUATION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE est publié conjointement au début de chaque année par le Département des Affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAESNU), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) et les cinq commissions économiques régionales des Nations Unies.

Publié par le Nations Unies Département de l'information – DPI/2547